

THE EPOCH TIMES

---

COMMENT

# LE SPECTRE DU COMMUNISME

DIRIGE LE MONDE

---

"COMMENT LE SPECTRE DU COMMUNISME DIRIGE LE MONDE"

## Chapitre 9. Le piège économique du communisme (1re partie)

Le spectre du communisme n'a pas disparu avec la désintégration du Parti communiste en Europe de l'Est

PAR L'ÉQUIPE ÉDITORIALE DES « NEUF COMMENTAIRES SUR LE PARTI COMMUNISTE »

25 août 2021 18:10 Mis à jour: 13 septembre 2021 17:56

---

Epoch Times *publie, sous forme de série, un nouvel ouvrage, Comment le spectre du communisme dirige le monde, traduit du chinois et écrit par les auteurs des Neuf Commentaires sur le Parti communiste.*

### Table des matières

#### Introduction

#### 1. Les pays occidentaux développés : la pratique du communisme sous un autre nom

- a. Des taxes élevées et un système d'aides sociales généreuses
- b. Interventionnisme économique agressif dans les sociétés occidentales
- c. Les politiques économiques socialistes mènent au totalitarisme [communiste](#)

#### 2. Le socialisme dystopique du Parti communiste chinois

- a. L'économie chinoise : aucune relâche dans le contrôle qu'exerce le Parti communiste
- b. La vérité derrière la poussée économique chinoise

c. Les conséquences du modèle économique chinois

### **3. Les ravages du socialisme dans les pays en voie de développement**

a. Le socialisme continue de hanter l'Europe de l'Est

b. Les politiques économiques socialistes ont causé du tort aux pays en voie de développement

#### **Références**

\* \* \*

#### **Introduction**

Il y a plus de 150 ans, Karl Marx publiait *Das Kapital*, ouvrage dans lequel il appelait à l'abolition de la propriété privée que remplacerait la propriété collective. Un demi-siècle plus tard, la propriété collective couvrait un tiers des nations du monde.

Après la désintégration du bloc soviétique en 1990, beaucoup de pays d'Europe de l'Est ont connu une « thérapie de choc » pour retourner à l'économie de marché. D'autres pays, qui n'avaient pas été gouvernés par le communisme, mais qui avaient cependant recouru aux nationalisations socialistes, et avaient subi la misère et la pauvreté liées à la propriété collective, n'ont eu à leur tour d'autre choix que d'introduire des réformes de marché.

Pour parvenir à ses fins de domination mondiale, le spectre communiste a lancé des offensives sur toute la planète. Quand on voit que ces pays ont abandonné le communisme et le modèle économique socialiste, on est enclin à penser que le spectre a échoué dans ses projets. Mais la réalité n'est pas si simple : le spectre communiste ne suit pas des principes immuables. Au contraire, ses méthodes, et les formes qu'il revêt, s'adaptent systématiquement à la situation. Il n'hésitera pas à abandonner ou à critiquer ses actions précédentes si c'est pour le bien d'un objectif plus grand – il n'y a pas de domaine plus représentatif de cette situation que la sphère économique.

Si on analyse attentivement notre système économique actuel et la réalité qui le sous-tend, on ne manquera pas de voir que le spectre communiste a enserré le monde dans ses griffes. Au fur et à mesure que les projets fantaisistes et le culte du gouvernement deviennent monnaie courante, les économies de quasiment tous les pays du monde prennent leurs distances avec les principes de l'économie de marché. Les nations sont en train de perdre les bases de leur moralité et se mettent à graviter autour du communisme. Il est temps de regarder la réalité en face et de prendre les mesures qui s'imposent.

## **1. Les pays occidentaux développés : la pratique du communisme sous un autre nom**

Dans le *Manifeste du Parti communiste*, Marx écrit que l'idéologie communiste peut se résumer en une phrase : Il faut abolir le système de propriété privée. Pour les individus, cela veut dire « abolition de l'individualité bourgeoise, de l'indépendance bourgeoise et de la liberté bourgeoise. » Au niveau de la société, cela implique que « *le prolétariat utilisera toute sa suprématie politique pour arracher progressivement le capital des mains de la bourgeoisie, pour centraliser tous les instruments de production entre les mains de l'État, c'est-à-dire, entre les mains du prolétariat organisé en classe dominante* ». [1]

Pour atteindre cet objectif, les communistes ont recours dans leurs pays à la violence et aux meurtres à grande échelle. Mais alors que le communisme violent a perdu de son attrait, des formes non violentes ont pris le relais. Ces différents courants du socialisme ont infiltré l'intégralité de la société, au point qu'il est devenu difficile de les identifier.

Les pays occidentaux recourent à toute une série de politiques économiques qui n'ont en apparence aucun lien avec le socialisme, ni dans les termes ni dans la forme, mais qui en réalité jouent des rôles restrictifs ou d'entrave à la propriété individuelle et qui spolient les gens de leurs droits à la propriété privée. D'autres lois s'attaquent aux mécanismes de la libre entreprise, étendent le pouvoir du gouvernement et entraînent la société vers toujours plus de socialisme. Les méthodes se caractérisent par des impôts élevés, des aides sociales abondantes et un interventionnisme étatique agressif.

### **a. Des taxes élevées et un système d'aides sociales généreuses**

Un trait significatif des politiques économiques communistes ou socialistes est la prévalence des aides sociales. Les politiques d'aides sociales actuellement en cours en Occident sont telles que les nouveaux arrivants en provenance de pays communistes ne sont pas dépaysés.

### **Le socialisme qui se cache**

L'État en lui-même ne génère aucune valeur. Au contraire, c'est comme tondre un mouton. Toutes les aides sociales sont en fin de compte payées par les gens, par le biais de taxes ou par la dette nationale. Un pays avec un niveau élevé d'aides sociales s'inscrit dans une variante du communisme, à la différence près que la violence et la révolution des partis communistes en sont absentes.

Les politiques de taxation élevée correspondent à des nationalisations forcées de moyens privés, à des fins de redistribution à grande échelle. C'est en même temps le moyen d'une sortie progressive du système de propriété individuelle.

Il n'y a pas de différence en termes de résultats entre une imposition élevée et le système de propriété publique et d'égalitarisme tel qu'il est imposé par les régimes communistes, hormis le fait que la nationalisation est effectuée après la production et non avant celle-ci. Dans les économies planifiées communistes, les outils de production sont entièrement contrôlés par l'État. En Occident, la production est sous le contrôle de la sphère privée, mais les revenus sont convertis en actifs gérés par l'État par le biais d'impôts et de redistribution. Quoi qu'il en soit, cela équivaut à du vol, et cela revient à s'emparer du bien d'autrui. Dans les pays occidentaux, en lieu et place des meurtres et de la violence, on a recours à des voies légales démocratiques et législatives.

Certaines aides gouvernementales sont raisonnables, telles que la sécurité sociale en direction des victimes d'accidents ou de catastrophes. Mais les aspects positifs des aides sociales en font un instrument pratique pour tromper les gens, et deviennent un prétexte pour augmenter les impôts. D'ailleurs les aides sociales généreuses en Occident ont des résultats destructeurs d'une ampleur comparable à ce qui se passe dans les pays communistes, que ce soit au niveau de la population, de la société ou des valeurs morales. Par nature, les politiques économiques de type communiste font ressortir ce qu'il y a de pire dans la nature humaine. C'est la cause principale qui explique que le spectre essaime les valeurs économiques communistes dans le monde, que ce soit dans les sociétés libres ou celles contrôlées par les régimes communistes.

### **Les impôts élevés**

Les aides sociales dans les pays occidentaux développés concentrent une partie importante des recettes fiscales, qui elles-mêmes viennent des impôts pris sur la propriété privée. C'est le seul moyen de maintenir ce niveau de largesse gouvernementale.

Aux États-Unis, plus de la moitié des recettes fiscales sont dépensées pour la sécurité sociale et les aides médicales. Plus de 80 % de cet argent vient de l'impôt sur le revenu et des taxes liées à la sécurité sociale ; 11 % de cette somme vient des impôts sur les entreprises. [2] Beaucoup de pays occidentaux vont même au-delà de ces chiffres, car leur niveau d'aides sociales est plus élevé.

Selon des chiffres datant de 2016, compilant les données de 35 économies de marché libre et qui ont été publiés par l'OCDE, 27 pays ont un impôt sur le revenu qui dépasse les 30 %. Les pays ayant le taux d'imposition le plus élevé sont tous deux en Europe. En plus de ces taxes-là, s'alimenter ou faire ses courses dans de nombreux pays européens peut être taxé d'une TVA allant jusqu'à 20 %. [3] Les taxes professionnelles et les autres types de taxes complètent le tableau.

D'autres chiffres indiquent qu'en 1900, seulement 7 des 15 pays imposaient une taxe sur le revenu, avec l'Italie en tête, à hauteur de 10 %. L'Australie, le Japon et la Nouvelle-Zélande n'étaient alors qu'à 5 %. Mais dans les années 1950, la moyenne du taux d'imposition maximal de 20 pays développés dépassait les 60 % ; actuellement il est redescendu progressivement autour de 40 %. [4]

Les taxes élevées ne sont pas seulement un poids pour les riches ; les pauvres sont également pénalisés de diverses manières. Alors que les riches ont souvent des moyens légaux de se protéger des taxes, les aides sociales versées aux pauvres disparaissent quand leurs revenus augmentent au-delà d'un certain seuil. En d'autres termes, les gens sont pénalisés quand ils travaillent plus.

### **Des aides sociales élevées**

En 1942, l'économiste britannique, William Beveridge prônait l'instauration de l'État-providence, un projet qui couvrirait « *l'ensemble des personnes et des besoins* ». Dans les sociétés modernes, le système des aides sociales élevées a été étendu au chômage, aux soins de santé, aux retraites, aux accidents du travail, au logement, à l'éducation, à l'enfance, etc., c'est-à-dire bien au-delà des concepts traditionnels de charité envers ceux qui sont le plus nécessiteux.

Un rapport de la Heritage Foundation montre qu'en 2013, c'est plus de 100 millions d'Américains, soit près d'un tiers de la population, qui ont bénéficié d'allocations sociales (hors Sécurité Sociale et soins de santé), soit l'équivalent de 9 000 dollars par personne. [5] Selon des statistiques recueillies par le Bureau de recensement américain, environ 12,7 % de la population vivait sous le seuil de pauvreté en 2016, pourtant leurs conditions de vie peuvent se révéler étonnantes.

Selon des enquêtes gouvernementales, 96 % des parents de foyers pauvres disent que leurs enfants n'ont jamais eu faim. Près de 50 % des foyers pauvres vivent dans des maisons individuelles et 40 % vivent dans des maisons de ville. Seulement 9 % d'entre eux vivent dans des mobil homes. 80 % ont la

climatisation et deux cinquièmes des foyers sont équipés d'écran plat LCD. Trois quarts des foyers pauvres possèdent des voitures. [6] Un vaste nombre de gens sont intentionnellement répertoriés comme étant « pauvres » afin de permettre la généralisation des aides sociales au plus grand nombre.

Les aides sociales accordées par le gouvernement américain sont en dessous de la moyenne des pays membres de l'OCDE. La plupart des gens qui vivent dans des pays nordiques ou dans d'autres nations européennes bénéficient d'un État-providence bien plus généreux que les Américains. Au Danemark, par exemple, même les citoyens les plus riches bénéficient d'aides sociales qui les couvrent du berceau au tombeau, notamment de couverture médicale gratuite, d'éducation universitaire gratuite, et autres bénéfices de ce genre.

Avant que l'économie de leur pays ne s'effondre, les Grecs bénéficiaient d'un quatorzième mois de salaire annuel, une retraite à 61 ans dont le montant étant équivalent à plus de 90 % de leur salaire. Les Suédois ont droit à 550 jours consécutifs de congés maladie ainsi que d'autres aides.

L'expansion des aides sociales, de l'aide d'urgence jusqu'aux aides sociales à destination de la population entière, fait en réalité partie du plan du spectre pour imposer une économie communiste.

### **Les aides sociales : répandre la corruption et intensifier les contradictions entre les riches et les pauvres**

D'un point de vue économique, l'essence de l'État-providence est de prendre de l'argent à certaines personnes et de le transférer à d'autres personnes. Cependant, c'est le gouvernement qui est responsable de la redistribution de la richesse, et ainsi la sagesse selon laquelle il faut travailler pour gagner sa vie est minimisée. La perte de ce principe moral est particulièrement évidente dans les pays scandinaves.

Le chercheur suédois Nima Sanandaji a démontré cette notion en se basant sur des données de la World Value Survey. Au début des années 80, 82 % des Suédois et 80 % des Norvégiens étaient d'accord pour dire que « *recevoir des aides de l'État que l'on ne mérite pas n'est pas acceptable* ». Lors de sondages menés en Norvège et en Suède en 2005 et 2008, seulement 56 % des Norvégiens et 61 % des Suédois étaient encore d'accord avec cette assertion. [7]

Dans un système d'aides sociales abondantes, ceux qui travaillent dur reçoivent peu et ceux qui sont moins acharnés sont récompensés par des aides. Avec le temps, cela finit par doucement dénaturer les traditions morales, car ceux qui sont nés dans un système d'aides sociales élevées

finissent par perdre l'envie de travailler, ainsi que l'indépendance, la responsabilité et la diligence que connaissaient leurs ancêtres. Ils considèrent le système comme une évidence et le voient même comme un droit de l'homme. Ils ont pris l'habitude de dépendre de l'État et le prennent même en otage pour continuer à bénéficier de ces aides. Les valeurs sociales ont changé de façon quasi irréversible. Les montants élevés de l'aide sociale propres aux méthodes communistes érodent lentement mais sûrement la sagesse morale.

Les aides sociales élevées restreignent également le rôle traditionnel des œuvres caritatives, enlevant à celui qui donne l'opportunité de faire une bonne action et à celui qui reçoit la possibilité d'éprouver de la gratitude.

Dans une société traditionnelle, la charité s'organisait selon ses propres choix, soit en aidant directement les moins fortunés, ou bien en donnant de l'argent à des œuvres caritatives comme l'Église. Il y avait une distinction claire entre ceux qui donnaient et ceux qui recevaient, et pouvoir recevoir de l'aide était un privilège et non un droit. Les bénéficiaires ressentaient de la gratitude face à la bonté des donateurs et pouvaient utiliser cette aide pour compléter leurs propres efforts et améliorer leur condition. Ceux qui recevaient des dons et parvenaient à changer leur vie étaient plus enclins à aider à leur tour ceux qui vivaient des difficultés similaires.

Alexis de Tocqueville estimait que le système d'aides sociales exacerbait les conflits entre riches et pauvres. Le fait qu'une partie de leur richesse leur soit confisquée par la force pousse les gens aisés à éprouver du ressentiment envers la classe des bénéficiaires. Il disait que le pauvre aussi allait continuer à éprouver du mécontentement car il prendrait l'aide qu'il touche comme un fait acquis : « *Que les uns jettent autour d'eux des regards pleins de haine et de crainte, que les autres ne songent à leurs maux avec désespoir et avec envie.* » [9]

Un système d'aides surdéveloppé est aussi synonyme de jalousie et de conflits politiques, et le communisme s'en sert pour détruire l'harmonie morale et sociale des gens. La crise économique en Grèce en est un bon exemple : plutôt qu'à un conflit entre les riches et les pauvres, on a assisté à une lutte entre les classes moyennes et les classes aisées. Chez ces derniers, la fraude fiscale était devenue un « sport national », selon les officiels grecs cité par *The Economist*. [10] En même temps, et de façon à ne pas antagoniser ses citoyens, le gouvernement grec compensait le manque de recettes fiscales en souscrivant des emprunts qui lui permettaient de maintenir le même niveau d'aides sociales que ses voisins européens.

Une fois la crise bien installée, le gouvernement grec a tenté de réduire les aides sociales, ce qui a eu pour seule conséquence une opposition farouche de la part de la population. Les gens désignaient les riches et exigeaient que des taxes plus lourdes leur soient imposées, générant ainsi un véritable casse-tête pour le gouvernement, non résolu à ce jour.

Le système des aides sociales érode l'éthique traditionnelle du travail et incite les gens à réclamer des choses pour lesquelles ils n'ont pas travaillé. Quand l'ardeur au travail est punie, l'économie entière en souffre.

En 2010, une étude pratique par Martin Halla, Mario Lackner et Friedrich G. Schneider a démontré que les aides sociales décourageaient l'ardeur au travail sur le long terme. De tels résultats ne peuvent se constater qu'après une longue période. Les trois économistes en sont arrivés à la conclusion que la dynamique des aides sociales va à l'encontre d'une économie saine. [11]

### **La culture de la pauvreté**

En 2012, le *New York Times* a publié un article intitulé « *Tirer profit de l'analphabétisme chez les enfants* », dans lequel est décrit l'impact des aides sociales sur les familles à faible revenu dans la région des Appalaches, dans l'est des États-Unis.

L'article explique comment de nombreuses familles pauvres ont cessé d'envoyer leurs enfants à l'école dans le but de pouvoir recevoir des aides sociales : « *Si les enfants apprennent à lire, leurs parents craignent de ne pas recevoir les aides sociales mensuelles pour les enfants souffrant d'handicap intellectuel.* »

« *Beaucoup de gens dans ces régions reculées, et qui vivent dans des mobile-homes sont pauvres et ont un grand besoin d'argent, et un chèque mensuel de 698 dollars par enfant octroyé par le gouvernement va leur permettre de tenir longtemps – et ces chèques continuent de tomber jusqu'à ce que l'enfant ait 18 ans.* » [12]

Ces programmes d'aides ont débuté il y a à peu près 40 ans. Ils avaient pour but d'aider les familles avec enfants souffrant de handicap moteur ou intellectuel. À l'époque de la publication de l'article du *New York Times*, plus de 55 % des enfants qui recevaient les aides rentraient dans la catégorie du handicap intellectuel qui ne présente pas de pathologies définies. Aux États-Unis, on compte plus de 1,2 million d'enfants « en situation d'handicap intellectuel » pour lesquels les contribuables versent un total de 9 milliards de dollars par an. [13]

Ici, les aides sociales et les failles de la nature humaine se nourrissent l'une l'autre dans un cercle vicieux. Malgré leurs bonnes intentions, ceux qui ont appelé à l'instauration de telles politiques ont aidé le spectre communiste dans ses efforts pour rabaisser et détruire l'humanité.

Il y a un siècle, Tocqueville observait que les programmes sociaux ne font pas de différence entre les gens mais uniquement entre les niveaux de pauvreté. Cela rend difficile d'allouer efficacement les aides car il est impossible de savoir si les individus éligibles souffrent de circonstances qui leur échappent ou si leur malheur est le résultat de leurs propres actions. [14]

Les fraudes aux aides sociales ne sont pas seulement un poids pour les finances de l'État ; elles auront également des conséquences sur la vie future des enfants qui ont grandi dans ce système. Des études menées en 2009 ont établi que deux tiers des personnes qui ont reçu des aides sociales quand ils étaient enfants, continuent d'en toucher lorsqu'ils deviennent adultes, et qu'ils resteront dépendants des aides sociales pour le reste de leur vie. [15]

En termes de tactiques électorales, le terme « handicap » est constamment redéfini de façon à y inclure un nombre sans cesse grandissant de gens qui seront éligibles à des aides sociales. Les critères qui déterminent qui a le droit ou non aux aides sociales créent un contexte négatif de surenchères et encouragent le recours abusif aux aides sociales. La régression qui en résulte dans la moralité de la société et le malaise économique que cela génère permet d'aider le spectre communiste à atteindre ses objectifs.

Les aides sociales sont une mesure d'urgence pour porter secours à ceux qui sont vraiment dans le besoin. Elles sont efficaces quand elles touchent aux accidents du travail, aux épidémies, aux catastrophes naturelles, etc. Elles ne devraient pas devenir une forme de subsistance par défaut car ce n'est pas une solution pour résoudre le dilemme de la pauvreté. En 2014, 50 ans après que le président Johnson a lancé sa guerre contre la pauvreté, les contribuables américains ont payé 2,2 millions de milliards de dollars pour les aides sociales. [16] Pourtant, comme l'indiquent des statistiques du Bureau du Recensement américain, la pauvreté est restée constante depuis 40 ans. [17]

Selon l'économiste américain William Arthur Niskanen, le système d'aides sociales est à l'origine d'une culture de la pauvreté, qui à son tour nourrit des cercles vicieux de dépendance aux aides sociales, d'enfants hors mariage, de crimes violents, de chômage et d'avortements. Son analyse de données couvrant l'ensemble des États-Unis sur l'année 1992 a permis d'élaborer des estimations et chiffrer les effets potentiels qu'engendrerait une augmentation de 1 % des aides pour les familles avec enfants en situation de dépendance : le

nombre d'allocataires augmenterait de 3 %, le nombre de personnes vivant dans la pauvreté d'environ 0,8 %, les naissances du fait de mères célibataires d'environ 3 %, et le nombre d'adultes sans emploi d'environ 0,5 %. Les avortements et les crimes violents deviendraient de plus en plus fréquents. [18] Les recherches de Niskanen donnent à penser qu'un système d'aides sociales abondantes encourage la dépendance des gens envers le système et qu'il décourage la prise de responsabilité personnelle.

La désintégration des familles est un élément clé de la culture de la pauvreté. Dans une étude sur la pauvreté historique et contemporaine des populations noires, l'économiste Walter E. Williams affirme que 85 % des enfants noirs en situation de pauvreté vivent avec une mère adolescente et célibataire. Le système d'aides sociales permet de tels phénomènes car il encourage les mères célibataires à vivre sans prendre la responsabilité de leurs actions. Elles peuvent obtenir des subventions, des aides au logement, des tickets-repas, etc. grâce aux aides sociales du gouvernement. Les aides sociales ont été un facteur de propagation des foyers monoparentaux et ont généré davantage de pauvreté. [19]

Malgré la généralisation du système des aides sociales lors des dernières décennies, l'écart entre les riches et les pauvres n'a cessé de s'accroître : le salaire moyen, après inflation, progresse à vitesse d'escargot, alors que la richesse va toujours autant aux gens riches. Une classe de travailleurs pauvres a émergé. Avec ces faits de société pour étendard, la gauche demande toujours plus de gouvernement, toujours plus d'impôts et toujours plus d'aides sociales pour combattre la pauvreté, alors qu'en réalité cela l'exacerbe.

### **La gauche utilise les politiques d'aides sociales pour gagner des électeurs**

Les hommes et les femmes politiques de gauche appellent à plus d'aides sociales et plus d'impôts. En se servant de toute une variété de slogans électoraux aptes à convaincre de la noblesse de leurs intentions, ils se présentent comme des gens empreints de moralité, alors même que l'argent nécessaire à ces politiques ne vient pas d'eux. Leur méthode consiste à se saisir de la richesse des classes élevées et des classes moyennes et de la redistribuer aux pauvres. Comme le système ne donne pas à voir le lien qui unit les donateurs aux receveurs, les hommes politiques en profitent pour prétendre y être pour quelque chose. Ils reçoivent la gratitude des bénéficiaires en échange sous la forme de votes.

### **b. Interventionnisme économique agressif dans les sociétés occidentales**

#### **Intervention de l'État**

À l'heure actuelle, les gouvernements du monde libre pratiquent déjà un interventionnisme appuyé au sein des systèmes économiques de leurs nations. Une des raisons de cette situation vient des politiques d'aides sociales, qui ont été développées sous l'influence des socialistes, et qui accordent à l'État le rôle de redistribuer les richesses. Une autre raison est à trouver du côté de la Grande Crise des années 30. À la suite de cette crise économique, la société occidentale a été fortement influencée par le keynésianisme, qui prônait une intervention active de l'État et une régulation de l'économie par le biais de la finance.

Dans une société normale, le rôle du gouvernement est limité. C'est seulement dans des situations exceptionnelles que l'État intervient dans l'économie, comme par exemple en cas de catastrophes naturelles ou en temps de crise. Mais de nos jours, le keynésianisme s'est implanté partout dans le monde. Les gouvernements de tous les pays cherchent toujours davantage à contrôler les économies de leurs pays.

Quand le gouvernement joue un rôle actif dans l'économie, chacune de ses décisions a des effets secondaires considérables sur le marché. De nouvelles règles ou de nouvelles lois peuvent faire ou défaire des industries entières, et rendent beaucoup d'entreprises et d'investisseurs dépendants des décisions du gouvernement. L'État, qui à l'origine se contentait de faire voter des lois et de les exécuter, est devenu un partenaire majeur du jeu économique. Comme un arbitre qui décide de se joindre au match, l'État a acquis la responsabilité de contrôler et réguler le capital de ce qui était jusqu'alors une économie privée, et a remplacé la « main invisible » par la « main visible ».

Un contrôle financier actif, auquel s'ajoute des politiques d'aides sociales élevées, a poussé de nombreux gouvernements à créer des dettes énormes. Selon les chiffres de l'OCDE, plus de la moitié de ses États-membres ont des dettes nationales qui approchent ou dépassent les 100 % du PIB. Certaines dettes nationales vont au-delà des 200 % de leurs ressources. [20] C'est une vulnérabilité majeure pour l'avenir social et économique de beaucoup de pays.

Le prix Nobel d'économie Ronald Coase a écrit de nombreux articles sur l'impact des interventions de l'État. Dans ses travaux, Coase a établi que les politiques interventionnistes ont quasi systématiquement produit des résultats négatifs. Il estime que la crise de l'interventionnisme a atteint le point de « diminution des rendements marginaux ». [21]

Malgré cela, les gouvernements de tous les pays se sont engouffrés toujours davantage dans la manipulation de leur économie, la plaçant de plus en plus sous le contrôle de l'État.

## Les conséquences et la réalité de l'interventionnisme

Il y a deux conséquences majeures à l'interventionnisme extensif de l'État. Tout d'abord, le pouvoir de l'État s'agrandit, aussi bien dans les rôles qui lui sont confiés que dans l'échelle de cette intervention. Les officiels des gouvernements développent un orgueil de plus en plus démesuré en leurs capacités à manipuler l'économie et à faire jouer à l'État le rôle de sauveur. Après avoir géré une crise, les gouvernements sont enclins à conserver les pouvoirs et les fonctions étendus qui leur ont été octroyés.

Deuxièmement, l'interventionnisme génère de la dépendance face au gouvernement. Quand les gens font face à des difficultés, ou quand le marché libre ne peut pas leur apporter les allocations qu'ils désirent, ils s'organisent et appellent à davantage d'interventionnisme qui ira dans leur sens.

Au fur et à mesure que l'État agrandit son champ d'action, les entreprises privées s'affaiblissent et le marché a moins de marge de manœuvre. Les gens qui ont bénéficié des mesures gouvernementales, et en sont devenus dépendants, vont exiger que le gouvernement prenne les commandes de la redistribution et de l'allocation des richesses, et qu'ils votent des lois dans ce sens.

En Occident, il y a un courant politique fort qui pousse la société à gauche. On y trouve non seulement les adeptes de la gauche des origines, les socialistes et les communistes, mais également tous ceux qui n'appartiennent pas à l'origine à ces mouvements de gauche, mais ont été cooptés par eux. La convergence de ces forces disparates encourage l'État à accélérer les politiques interventionnistes et à interférer dans le fonctionnement des entreprises privées. L'érosion de l'activité économique normale donne l'impression d'être le résultat des différents mouvements sociaux, alors qu'en réalité c'est le spectre communiste qui tire les ficelles.

On voit que les gouvernements justifient leur autorité publique en brandissant les bannières de l'égalité ou d'autres excuses politiques pour accroître leur capacité d'intervention, et qu'ils font même voter des lois pour rendre permanent cet État des choses. Il ne fait pas de doute que ce type de comportement retire aux économies de marché leurs principaux arbitres, c'est-à-dire, la libre volonté des gens. L'État ne fait rien d'autre qu'étendre son autorité aux marchés libres pour les transformer en économies dirigées. Les implications sur le long terme font que tous les aspects de l'économie et les modes de vie du quotidien se retrouvent intégralement sous le contrôle des pouvoirs publics. Les moyens économiques vont être utilisés pour consolider leur pouvoir politique, et pour asservir la société et les citoyens.

En ayant recours à des politiques qui ont l'air bénignes en surface, mais qui font progressivement basculer la structure économique vers la centralisation, le spectre emmène petit à petit l'humanité vers le communisme total.

### **c. Les politiques économiques socialistes mènent au totalitarisme communiste**

Les impôts élevés, les aides sociales élevées et l'interventionnisme généralisé sont autant de manifestations du socialisme au sein du système capitaliste occidental. Ainsi, le socialisme partage avec lui cette même idée d'une économie planifiée et chacun des deux systèmes recourt à l'autorité de l'État pour manipuler l'économie. La croyance profonde qui les unit ici est la croyance en l'omnipotence de l'État, qui a le droit de jouer à Dieu.

En l'état actuel des choses, la seule différence qui existe entre l'interventionnisme intense des pays occidentaux et les économies planifiées des pays communistes, est que dans les pays libres, la loi et quelques aspects élémentaires du système capitaliste protègent les droits humains d'un contrôle total du gouvernement.

Friedrich Hayek, économiste et philosophe autrichien de renom, a averti des risques liés à une économie planifiée par un État qui pratique la redistribution des richesses et a prévenu qu'intervenir sur les marchés amènerait la montée du totalitarisme, que le système soit démocratique ou non. Hayek estimait que, bien que le type de socialisme que pratique l'Europe et les États-Unis soit différent de celui de la propriété collective et de l'économie planifiée, le résultat serait pourtant identique. Les gens y perdraient également leurs libertés et leurs moyens de subsistance, mais d'une façon plus lente et indirecte. [22]

Comme nous l'avons expliqué plus haut dans ce livre, Marx, Engels et Lénine ont tous vu le socialisme comme une étape obligatoire vers le communisme. Lorsqu'un train progresse vers sa destination, celle-ci n'est en aucun cas affectée par les arrêts en gare qui parcourent le chemin. De la même façon, le spectre du communisme est la force motrice qui anime un pays tourné vers le socialisme. Une fois que l'humanité a renoncé à ses traditions, que ce soit dans les sphères économiques ou dans d'autres domaines, et qu'elle accepte l'idéologie communiste, la marche de son développement est sans intérêt : tôt ou tard la destination sera atteinte.

La destination qui attend l'humanité à la fin du chemin n'est pas le paradis sur terre, mais la destruction. En réalité, le démon ne se préoccupe pas de savoir si le « paradis » aboutit ou pas, car ce n'est qu'un leurre pour amener les gens à leur perte.

## **2. Le socialisme dystopique du Parti communiste chinois**

Après que la propriété collective et l'économie planifiée a réduit la Chine à la pauvreté, le PCC n'a eu d'autres choix que de se lancer dans un processus de « réforme » et « d'ouverture », par le biais duquel il a introduit dans la société chinoise des éléments propres à l'économie de marché. Beaucoup pensent que le Parti est devenu capitaliste, mais il n'en est absolument rien.

### **a. L'économie chinoise : aucune relâche dans le contrôle qu'exerce le Parti communiste**

Pour s'en sortir, le PCC a libéralisé certains aspects de l'économie chinoise, tels qu'autoriser les entreprises privées. Mais cela ne veut pas dire que les communistes ont relâché leur emprise. Au contraire, la réforme économique est une stratégie qu'ils utilisent pour étendre leur pouvoir et tromper le monde.

Le modèle du communisme chinois consiste en une combinaison monstrueuse de socialisme, d'étatisme et d'économie de marché. Bien que les entreprises privées existent, le PCC n'a jamais promis aux gens le moindre droit fondamental à la propriété individuelle. Toutes les ressources et les terres sont à l'entière disposition du Parti. En même temps, le PCC se sert de l'État pour imposer des contrôles stricts sur tous les domaines liés à l'économie. Il met toujours en place de vastes plans nationaux qui consistent en ce que l'on devrait appeler une économie de pouvoir. Le marché n'est qu'un moyen que l'État utilise pour stimuler la production ; il n'est pas réellement indépendant, ni d'ailleurs les institutions qui ont été créées pour permettre de soutenir l'économie de marché.

L'esprit de la loi est absent, et il n'existe pas de système clair de droits de propriété. Le taux de change n'est pas libre de s'ajuster naturellement de lui-même. Les flots d'argent qui entrent et qui sortent du pays sont restreints, et les sociétés internationales sont rigoureusement contrôlées. Le PCC utilise les subventions de l'État et les rabais sur les taxes à l'exportation pour booster ses propres exportations et écraser toute concurrence en fournissant le prix le plus bas. Cela a porté préjudice à l'ordre normal du commerce international.

En Chine, toute activité économique est au service des besoins politiques. Les libertés économiques des entreprises et des individus sont toutes subordonnées aux caprices de l'État, et peuvent être annulées sans préavis. C'est pour cette raison que l'Organisation Mondiale du Commerce a toujours refusé de reconnaître la Chine comme une économie de marché.

Nombreux sont ceux qui, dans les gouvernements occidentaux, nourrissent l'espoir naïf que le développement économique apportera la libéralisation et la démocratie en Chine. Au contraire, le capitalisme public chinois a été utilisé pour faire grandir l'organisme socialiste, pour revigorer le leadership du Parti et pour avancer dans une voie toujours plus maléfique.

Maintenant qu'il a des moyens financiers plus importants, le PCC a soumis son peuple à des formes de répression plus brutales et sophistiquées. En juillet 1999, le régime a lancé la persécution du Falun Gong et s'en est pris à ses 100 millions de pratiquants. Cette guerre contre les principes universels d'authenticité, de compassion et de tolérance continue encore à ce jour. Depuis 2009, le PCC a dépensé plus de 500 milliards de yuans (75 milliards de dollars) par an pour couvrir le coût du « maintien de la stabilité », c'est-à-dire, pour contrôler la population chinoise.

### **b. La vérité derrière la poussée économique chinoise**

Parce que le PIB chinois a connu une progression rapide ces 40 dernières années, beaucoup ont commencé à croire en la supériorité du modèle économique socialiste. De nombreux Occidentaux, notamment parmi les élites politiques et dans les cercles académiques que sont les groupes de réflexion, s'émerveillent de l'efficacité du système totalitaire. En fait, le modèle économique que le PCC a élaboré ne peut pas être dupliqué. D'une part, les raisons de cette poussée économique sont la preuve de l'instabilité inhérente au système socialiste. D'autre part, le modèle du Parti présage d'une abondance de vices que génère l'économie de pouvoir sans scrupules.

La croissance économique de la Chine ces 40 dernières années vient pour une grande partie des facteurs suivants : tout d'abord, l'assouplissement de l'économie d'État et l'abandon de la planification centralisée, auxquels s'ajoute la revitalisation du secteur privé, ont été une force productrice puissante pour l'économie chinoise. Les Chinois travaillent ardemment et sont intelligents, mais le Parti a brimé leur potentiel pendant des décennies. Ce désir de se sortir eux-mêmes de la pauvreté a ravivé leur motivation à se lancer dans le monde de l'entrepreneuriat et a libéré l'énorme puissance économique des Chinois.

Un autre facteur a été l'afflux massif de capitaux et de technologies en provenance de l'Occident à l'époque des réformes économiques. Dans le cadre de son économie dirigée, les vastes terres inutilisées en Chine, ses travailleurs et ses marchés étaient comme de l'or dont les montants n'avaient pas encore été déterminés. L'investissement de capitaux combinés aux ressources non-exploitées a été l'étincelle qui a permis le décollage de l'économie chinoise. S'il

n'y avait pas eu le régime totalitaire du Parti, ce décollage aurait eu lieu des décennies auparavant, et ce dans des conditions nettement plus contrôlables et viables.

L'ampleur des investissements occidentaux en Chine a été colossale. Selon les chiffres disponibles, l'investissement direct des États-Unis en Chine a atteint près de 800 milliards de dollars de 2000 à 2016. [23] La valeur totale des capitaux étrangers qui sont arrivés en Chine de 1979 à 2015 s'élève à environ 1,64 trilliards de dollars. [24]

Les pays occidentaux ont même donné au régime chinois un statut commercial préférentiel et un très large accès à leurs marchés. En mai 2000, le gouvernement américain accorde à la Chine le statut de Relations Commerciales Normales et Permanentes (PNTR). Le 11 décembre 2001, la Chine rejoint officiellement l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC) et rejoint le marché international.

Le PCC a développé son pouvoir économique en utilisant des modèles de développement sans éthique. Par exemple, avec le développement des ateliers clandestins, en surexploitant de façon extrême les travailleurs et les paysans, en détruisant dans la violence des habitations et en déplaçant les habitants, etc. Dans le but d'atteindre une croissance à court terme, le PCC a balayé du revers de la main les destructions environnementales et les autres risques pour sa terre, son peuple, et ses ressources, que générerait cette quête acharnée de profit.

Le Parti communiste a tiré profit des capitaux de l'Occident, de ses technologies, de ses marchés, de son statut commercial privilégié ainsi que des faibles coûts de production du pays pour accumuler de vastes réserves de capitaux étrangers. Le déficit commercial entre les États-Unis et la Chine était aux alentours de 80 milliards de dollars en 2000. Il se monte désormais à 375 milliards en 2017.

Pour finir, le PCC a bafoué les conventions du commerce international et a tiré constamment profit des opportunités qui se présentaient à lui, quelle qu'en soit la légitimité. Il a adopté la stratégie nationale du plagiat de la propriété intellectuelle, dans le but de dépasser les autres pays dans les domaines de l'industrie et de la technologie. C'est le plus gros cas de vol de toute l'histoire.

Un rapport de 2017 par la Commission américaine sur le vol de propriété intellectuelle affirme que la contrefaçon chinoise, les logiciels piratés et le vol de secrets commerciaux coûtent aux États-Unis entre 225 et 600 milliards par an, un chiffre qui n'inclut pas les pertes liées au vol de propriété intellectuelle.

Le rapport précise que sur les trois dernières années, 1,2 trilliard de dollars ont été perdus dans le cadre du vol de propriété intellectuelle et que la majorité est le résultat des agissements de la Chine. [25] [26] Un rapport du Bureau de Direction des services secrets américains affirme que 90 % des cyber-attaques sur des entreprises américaines émanent du gouvernement chinois, causant ainsi des torts économiques annuels estimés à 400 milliards de dollars. [27]

La croissance de l'économie chinoise a été alimentée par l'assouplissement de l'idéologie socialiste, par l'investissement des pays occidentaux développés et par les méthodes commerciales immorales du PCC. Cela n'est en aucun cas le signe d'une quelconque supériorité du socialisme, et n'est pas non plus le signe que le Parti suit un mode de développement capitaliste normal. Des observateurs occidentaux décrivent parfois le modèle économique sans scrupule de la Chine communiste sous le terme de « capitalisme d'État ». C'est lui faire trop d'honneur. Sous la gouvernance totalitaire du PCC, l'économie n'est qu'un simple outil politique. Le fait de déguiser la réalité sous les traits de l'économie de marché est une tactique superficielle du PCC pour tromper le monde.

Le modèle économique du PCC se sert de l'autorité de l'État pour susciter un développement économique rapide, tout en ayant recours à des coups fourrés pour booster sa compétitivité. Cela a encouragé d'autres pays à adopter des politiques interventionnistes plus lourdes. Ces pays ont commis une grave erreur en idolâtrant le modèle du Parti tout en refusant de voir les tragédies humaines et morales qui en découlaient.

### **c. Les conséquences du modèle économique chinois**

Le modèle économique du PCC a poussé la société dans une chute vertigineuse de la moralité, s'accordant ainsi parfaitement avec les projets de destruction de l'humanité que nourrit le spectre communiste. Le pouvoir économique du Parti avance main dans la main avec l'érosion de la moralité car il tire les gens vers le puits sans fond de l'assouvissement des plaisirs, et pour finir, vers leur destruction.

La Chine d'aujourd'hui est inondée de produits contrefaits, de nourriture empoisonnée, de pornographie, de drogues, de jeux d'argent et de mafias criminelles. La corruption et la prostitution sont devenues des réussites dont on se vante et la confiance réciproque entre les gens est quasi-inexistante. L'écart toujours plus grand entre les riches et les pauvres s'accompagne de conflits sociaux et de déni de justice. Les gens font la sourde oreille face à la souffrance de leurs compatriotes. Dans l'économie de pouvoir, les officiels du

Parti se servent de leur autorité pour amasser des fortunes. La corruption augmente en intensité avec le degré de pouvoir. Le détournement de milliards de yuans est devenu une chose courante. Il n'y a pas un gouvernement qui soit aussi corrompu et moralement dégénéré que le régime communiste chinois.

En octobre 2011, le monde a été sous le choc en voyant comment est morte la petite Yueyue, une petite fille de deux ans dans la province du Guangdong, écrasée par un camion. Au lieu de descendre du camion et de chercher de l'aide, le conducteur a fait marche arrière, l'écrasant une deuxième fois, pour s'assurer qu'elle était bien morte. Pendant cette tragédie, 18 personnes sont passées près du corps de la fillette sans s'arrêter et Yueyue est morte à l'hôpital quelques heures plus tard. Les médias internationaux se sont demandés si la Chine n'avait pas perdu son âme. On peut comprendre que les gens craignent de porter secours aux autres quand le risque est important, comme par exemple dans le cas d'une attaque à main armée, mais Yueyue ne présentait aucune menace pour quiconque alors qu'elle gisait là par terre, écrasée par un conducteur sans cœur. La société chinoise a touché le fond.

Une croissance économique sans moralité sera chaotique, de courte durée et mènera au désastre. Sous les politiques inhumaines du PCC, les conflits sociaux se multiplient et l'environnement est au bord de l'effondrement. Les conséquences de la décadence morale sont fatales. La Chine dit d'elle-même qu'elle est un pays fort, mais c'est une force illusoire. Sa prospérité superficielle, fondée sur la poursuite des richesses à tout prix, est vouée à l'échec, le résultat d'une crise de la morale conjuguée à des conflits sociaux.

La Chine n'a aucun avenir radieux si elle n'échappe pas aux griffes du démon. Le spectre du communisme n'est pas à la recherche d'une croissance saine et stabilisée car son but est de détruire la Chine.

### **3. Les ravages du socialisme dans les pays en voie de développement**

#### **a. Le socialisme continue de hanter l'Europe de l'Est**

Dans le monde d'aujourd'hui, les pays occidentaux se sont lancés dans un type de socialisme dissimulé, alors qu'en Chine, le Parti communiste a imposé un monstre socialiste autoritaire. En Europe de l'Est, le communisme continue de hanter la région, car il n'y a eu aucune reconnaissance véritable de l'étendue des crimes commis par les régimes de l'ancien bloc soviétique.

La persistance du communisme se laisse voir sous divers aspects en Europe de l'Est, dans les domaines politiques et économiques. Par exemple, la Russie et la Biélorussie ont gardé le contrôle des grandes entreprises d'État, ont maintenu

l'Etat Providence, et mènent de front un interventionnisme économique agressif. Pendant les périodes de transition hors du communisme, les pays d'Europe de l'Est ont rencontré des crises de croissance et des phases de chômage élevé. Cela a découragé la rupture avec le communisme et ces pays sont retombés dans de nouvelles formes de socialisme. Le fantôme du communisme n'a pas été banni. Les partis de gauche sont animés d'une nouvelle vigueur et ils abreuvent leur peuple de la nostalgie du passé socialiste. [28]

## **b. Les politiques économiques socialistes ont causé du tort aux pays en voie de développement**

Dans les pays en voie de développement en Asie, en Afrique et en Amérique Latine, beaucoup de pays fraîchement indépendants ont déclaré leur allégeance au socialisme dans les années 60. Les conséquences ont été très mauvaises. Les cas plus récents concernent le Venezuela et le Zimbabwe.

Le Venezuela était à une époque le pays d'Amérique Latine le plus riche. Depuis que le socialisme y a essaimé, son économie s'est effondrée et le pays est en proie à la pauvreté, au crime et à la famine. Le Zimbabwe était le pays d'Afrique le plus riche. Aujourd'hui, le pays a sombré dans la plus complète des catastrophes, avec une inflation qui a pris des ampleurs inimaginables.

### **Le Venezuela : comment le socialisme a causé la ruine d'un pays riche**

Le Venezuela a la chance d'avoir des réserves de pétrole considérables. Dans les années 70, il progressait à un rythme supérieur aux autres pays d'Amérique Latine et jouissait du taux d'inégalité entre les salaires les plus bas ainsi que d'un PIB par tête, le plus élevé de la région. [29] La liberté économique relative du pays y avait attiré de nombreux immigrants qualifiés en provenance d'Italie, du Portugal ou de l'Espagne. Ces facteurs, combinés à la protection des droits de propriété individuelle, ont permis à l'économie du pays de rapidement progresser entre 1940 et 1970. [30]

Avec la prise de pouvoir du nouveau président en 1999, le pays s'est embarqué dans un programme malheureux de nationalisation qui a fini par générer le chaos dans l'économie vénézuélienne. Le président avait ouvertement déclaré qu'il voulait créer le socialisme du 21<sup>e</sup> siècle. [31]

Pour construire le socialisme, le gouvernement vénézuélien a réquisitionné et nationalisé un grand nombre de sociétés privées, dont le pétrole, l'agriculture, la finance, l'industrie lourde, l'acier, les télécommunications, l'énergie, les transports et l'industrie du tourisme. Ce processus a été mis sur les rails dès la

réélection du président en 2007. Son gouvernement a exproprié 1 147 entreprises privées de 2007 à 2012, avec des conséquences catastrophiques.

Des industries qui étaient jusqu'alors productives ont été fermées et remplacées par des entreprises d'État inefficaces qui ont fait fuir les investisseurs. Au fur et à mesure que la production s'effondrait, le Venezuela est devenu extrêmement dépendant de ses importations. Cumulé avec une série d'interventions de l'État qui impliquaient des réserves étrangères et qui imposaient un contrôle des prix, le désastre n'a pas tardé à frapper lorsque les prix du pétrole ont chuté.

Certains attribuent cette tragédie à la crise pétrolière, mais les raisons qui expliquent l'échec retentissant du Venezuela ne viennent pas de là. Selon les chiffres de la Banque Mondiale, sept pays, qui dépendaient encore davantage de leurs exportations de pétrole que le Venezuela, ont connu une croissance économique de 2013 à 2017.

Les racines du problème viennent du système économique socialiste. Les mesures économiques du pays ont pour l'essentiel marché au pas des 10 exigences révolutionnaires que Marx propose dans le *Manifeste Communiste*. [33] Le Venezuela a connu un désastre économique qui est le résultat du spectre communiste.

### **Le Zimbabwe : de grenier de l'Afrique à terre de famine**

À la suite de la déclaration d'indépendance du Zimbabwe en 1980, le pays s'est lancé dans la construction d'un État socialiste basé sur les principes du marxisme-léninisme. Son premier président était un ardent marxiste dans sa jeunesse. Ses guérillas, guidées par les pensées de Mao Zedong, ont reçu le soutien inconditionnel de la Chine communiste, et ont œuvré à maintenir les relations avec la Chine. À l'inverse des autres pays africains qui avaient implanté le socialisme, le Zimbabwe a attendu avant d'imposer des mesures de nationalisations.

Les déboires de l'économie du Zimbabwe ont commencé en 2000 à la suite d'une réforme de la propriété terrienne. Avec cette nouvelle réforme, les terres appartenant aux fermiers blancs ont été réquisitionnées et redistribuées aux noirs qui ne possédaient pas de terre, ou à ceux qui avaient des opinions politiques proches de celles du gouvernement. Il en résulta une chute vertigineuse de la productivité agricole. Pour tenter d'endiguer la crise, le Banque centrale du Zimbabwe a fait fonctionner la planche à billet, menant à une hyperinflation sans fin.

Les chiffres de la Banque centrale du Zimbabwe montrent qu'en juin 2008, l'inflation annuelle du pays avait atteint 231 millions %. À la mi-novembre 2008, l'inflation atteignait des sommets proches des 80 milliards %, à la suite de quoi le gouvernement renonça à publier des statistiques mensuelles. Un an plus tard, le taux de change entre le dollar zimbabwéen et le dollar américain atteignait 35 milliards contre un. Le Zimbabwe a finalement été contraint de renoncer et a dû relancer sa monnaie entièrement. [34]

En 2008, une grave famine a frappé le Zimbabwe. Sur les 16 millions de gens que compte le pays, 3,5 millions d'entre eux ont manqué de nourriture. À l'heure actuelle, la malnutrition y est un problème chronique et généralisé.

Le communisme ronge le monde de façon visible ou anticipe de le faire dans la totalité des pays. Les pays développés du monde occidental commencent à ressentir des situations de crise. Pendant ce temps, la tragédie du socialisme est déjà une réalité pour le monde en voie de développement. Le principe en est simple : le spectre utilise des mesures économiques pour promettre un confort et une satisfaction sur le moment, et incite les gens à suivre un chemin de dégradation morale qui les pousse dans l'abîme.

***Lire la suite : Chapitre 9 (2e partie) – Le piège économique communiste***

## ***Sommaire***

## **Références**

[1] Karl Marx and Friedrich Engels, "Manifesto of the Communist Party," Marx/Engels Selected Works, Vol. One (Moscow: Progress Publishers, 1969), 98-137.

[2] Max Galka, "The History of U.S. Government Spending, Revenue, and Debt (1790-2015)," Metrocosm, February 16, 2016, <http://metrocosm.com/history-of-us-taxes/>.

[3] "OECD Tax Rates on Labour Income Continued Decreasing Slowly in 2016," OCED Report, <http://www.oecd.org/newsroom/oecd-tax-rates-on-labour-income-continued-decreasing-slowly-in2016.htm>.

[4] Kenneth Scheve and David Stasavage, Taxing the Rich: A History of Fiscal Fairness in the United States and Europe (Kindle Locations 930-931) (Princeton: Princeton University Press, Kindle Edition).

[5] Rachel Sheffield and Robert Rector, "The War on Poverty after 50 Years," Heritage Foundation Report, September 15, 2014, <https://www.heritage.org/poverty-and-inequality/report/the-war-povertyafter->

50-years.

[6] Ibid.

[7] Nima Sanandaji, *Scandinavian Unexceptionalism: Culture, Markets, and the Failure of Third-Way Socialism* (London: Institute for Economic Affairs, 2015), 132.

[8] Alexis de Tocqueville, *Memoir on Pauperism*, trans. Seymour Drescher (Lancing, West Sussex, UK: Hartington Fine Arts Ltd, 1997).

[9] Ibid.

[10] "A National Sport No More," *The Economist*, November 3rd, 2012, <https://www.economist.com/europe/2012/11/03/a-national-sport-no-more>.

[11] Martin Halla, Mario Lackner, and Friedrich G. Schneider, "An Empirical Analysis of the Dynamics of the Welfare State: The Case of Benefit Morale," *Kyklos*, 63:1 (2010), 55-74.

[12] Nicholas Kristof, "Profiting from a Child's Illiteracy," *New York Times*, December 7, 2012,

<https://www.nytimes.com/2012/12/09/opinion/sunday/kristof-profiting-from-a-childs-illiteracy.html>.

[13] Ibid.

[14] Alexis de Tocqueville, *Memoir on Pauperism*, trans. Seymour Drescher (Lancing, West Sussex, UK: Hartington Fine Arts Ltd, 1997).

[15] Nicholas Kristof, "Profiting from a Child's Illiteracy," *New York Times*, December 7, 2012,

<https://www.nytimes.com/2012/12/09/opinion/sunday/kristof-profiting-from-a-childs-illiteracy.html>.

[16] Robert Rector, "The War on Poverty: 50 Years of Failure," Heritage Foundation Report, September 23, 2014, <https://www.heritage.org/marriage-and-family/commentary/the-war-poverty-50-years-failure>.

[17] U.S. Census Bureau, "Annual Social and Economic Supplements," Current Population Survey, 1960 to 2016.

[18] Niskanen, A., "Welfare and the Culture of Poverty," *The Cato Journal*, 16:1(1996).

[19] Walter E. Williams, "The True Black Tragedy: Illegitimacy Rate of Nearly 75%," *cnsnews.com*, May 19, 2015,

<https://www.cnsnews.com/commentary/walter-e-williams/true-black-tragedy-illegitimacyrate-nearly-75>.

[20] "OECD Data," <https://data.oecd.org/gga/general-government-debt.htm>.

[21] Thomas Winslow Hazlett, "Looking for Results: An Interview with Ronald Coase," *Reason*, (January 1997),

<https://reason.com/archives/1997/01/01/looking-for-results>.

[22] F. A. Hayek, *The Road to Serfdom* (London: Routledge Press, 1944).

[23] "Direct Investment Position of the United States in China from 2000 to 2016" , *Statistica.com*, <https://www.statista.com/statistics/188629/united-states->

direct-investments-in-china-since-2000/.

[24]“Report on Foreign Investments in China, 2016,” A Chronicle of Direct Foreign Investments in China, The Ministry of Commerce of China [〈中国外商投资报告 2016〉, 《中国外商直接投资历年概况》, 中國商務部]

[25] Liz Peek, “Finally, a President Willing to Combat Chinese Theft,” The Hill, March 26, 2018, <http://thehill.com/opinion/finance/380252-finally-a-president-willing-to-combat-chinese-theft>.

[26] The Commission on the Theft of American Intellectual Property, Update to the IP Commission Report, 2017,

[http://www.ipcommission.org/report/IP\\_Commission\\_Report\\_Update\\_2017.pdf](http://www.ipcommission.org/report/IP_Commission_Report_Update_2017.pdf).

[27] Chris Strohm, “No Sign China Has Stopped Hacking U.S. Companies, Official Says,” Bloomberg News, November 18, 2015,

<https://www.bloomberg.com/news/articles/2015-11-18/no-sign-china-hasstopped-hacking-u-s-companies-official-says>.

[28] Kurt Biray, “Communist Nostalgia in Eastern Europe: Longing for the Past,” November 10, 2015, <https://www.opendemocracy.net/can-europe-make-it/kurt-biray/communist-nostalgia-in-easterneurope-longing-for-past>.

[29] John Polga-Hecimovich, “The Roots of Venezuela’s Failing State,” Origins, 10:9 (June 2017), <http://origins.osu.edu/article/roots-venezuelas-failing-state>.

[30] José Niño, “Venezuela Before Chavez: A Prelude to Socialist Failure,” Mises Wire, May 04, 2017, <https://mises.org/wire/venezuela-chavez-prelude-socialist-failure>.

[31] John Bissett, “Hugo Chavez: Revolutionary Socialist or Leftwing Reformist?” Socialist Standard No. 1366 (June 2018)

<https://www.worldsocialism.org/spgb/hugo-chavez-revolutionary-socialist-orleftwing-reformist>.

[32] Julian Adorney, “Socialism Set Fire to Venezuela’s Oil Crisis,” Real Clear World, August 29, 2017,

[https://www.realclearworld.com/articles/2017/08/29/socialism\\_set\\_fire\\_to\\_venezuelas\\_oil\\_crisis\\_112520.html](https://www.realclearworld.com/articles/2017/08/29/socialism_set_fire_to_venezuelas_oil_crisis_112520.html).

[33] José Niño, “John Oliver is Wrong About Venezuela – It’s a Socialist Country,” Mises Wire May 30, 2018, <https://mises.org/wire/john-oliver-wrong-about-venezuela-%E2%80%94-its-socialist-country>.

[34] “10 Numbers Tell You What Is Going On in Zimbabwe”, BBC Chinese edition (November 11, 2017), <http://www.bbc.com/zhongwen/trad/world-42077093>